

Entre science et politique, l'abysse fossé

RECHERCHE D'un côté, le Conseil fédéral, qui a tiré la prise de l'accord-cadre. De l'autre, les scientifiques qui s'en désolent parce qu'ils sont privés de leur réseau européen. Rencontre avec la chercheuse Véronique Dasen

MICHEL GUILLAUME
@mfguillaume

Non. A l'Université de Fribourg, les chercheuses et chercheurs n'ont pas – jusqu'à présent du moins – été sollicités pour déplacer leurs activités dans une haute école d'un pays membre de l'UE. Mais oui, toutes et tous sont inquiets face à cette épée de Damoclès qui plane au-dessus de leur tête: une place académique suisse coupée de son biotope naturel, c'est à moyen terme prendre le risque d'une fuite des jeunes cerveaux. «Cette coupure serait dramatique», résume Véronique Dasen.

Cette professeure d'archéologie et d'histoire ancienne a décroché en 2017 l'une de ces prestigieuses bourses du Conseil européen de la recherche (ERC) pour son projet *Locus Ludi*. Celui-ci prend le jeu comme clé de lecture des structures sociales, politiques, religieuses et identitaires dans l'Antiquité grecque et romaine, en se focalisant sur ses acteurs, qu'ils soient hommes, femmes ou enfants. En Suisse, c'était à l'époque une double première, puisque cette bourse de 2,5 millions d'euros récompensait une recherche en sciences humaines menée par une femme.

Des partenaires de Paris à Varsovie

Ce projet répond à une lacune car aucune étude d'ensemble, réunissant témoignages littéraires, archéologiques et iconographiques n'avait encore été réalisée. «Nous avons pris le jeu au sérieux, comme un véritable phénomène culturel, à la fois opérateur et révélateur d'une société, de ses dynamiques et de son imaginaire», souligne Véronique Dasen. Le montant de la bourse lui permet de financer principalement les salaires d'une équipe d'une dizaine de personnes – des archéologues, philologues,

Le siège du Parlement européen, à Bruxelles, là où se décident les crédits accordés à la recherche des Vingt-Sept. (OLIVIER MATTHYS/ AP/KEYSTONE)

historiens et informaticiens le plus souvent engagés à temps partiel – pendant cinq ans, une opportunité rare de faire rayonner un travail collectif sur le plan international.

Le projet arrive bientôt à son terme, et de nombreux résultats ont déjà été disséminés sous la forme d'expositions – comme à Lyon où *Lugdunum* a attiré quelque 40 000 visiteurs –, de publications et de réalisations interactives destinées à un public élargi. «Nous avons modélisé quatre types de jeux de plateau très populaires dans l'Antiquité: le jeu des cinq lignes, le jeu des douze lignes ou Alea, l'ancêtre du backgammon, le jeu de Latroncules et la petite marelle, ainsi que des jeux d'osselets, à jouer sur son smartphone ou ordinateur en *open access*.»

La pandémie, si elle a freiné la recherche dans le terrain, n'a pas émoussé l'enthousiasme de cette chercheuse passionnée. Seule ombre au tableau, mais de taille: l'absence d'accord-cadre entre la



«Quel décalage entre les décisions politiques et le quotidien des chercheurs...»

VÉRONIQUE DASEN, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Suisse et l'UE après son abandon par le Conseil fédéral, qui a eu pour corollaire la prise en otage de la science par la politique. Dans l'immédiat, Bruxelles refuse d'associer pleinement la Suisse à son programme de recherche Horizon Europe.

Cela contrecarre les plans de Véronique Dasen qui, pour faire aboutir son projet en beauté, pensait déposer un projet complémentaire POC (Proof of Concept) à Bruxelles pour développer un produit professionnel. Coût: environ 200 000 francs. «Cela nous aurait permis de financer la réalisation d'un vrai jeu vidéo basé sur les jeux antiques que nous avons maintenant reconstruits de manière numérique», explique-t-elle. Mais pour soumettre un tel projet ambitieux, une chercheuse suisse doit travailler dans une institution «éligible», soit située dans un pays membre de l'UE ou associé pleinement au programme européen, ce qui n'est plus le cas de la

Suisse depuis l'an dernier. Or, en Suisse, même si le Conseil fédéral a pris des mesures transitoires pour aider la place scientifique, il n'existe pas de moyens financiers prévus pour cette activité.

Entre science et politique, rarement le fossé a paru aussi abyssal. «Quel décalage entre les décisions politiques et le quotidien des chercheurs, pour qui le travail en réseau est une évidence autant qu'une nécessité», déplore Véronique Dasen. Dans *Locus Ludi*, elle collabore avec des partenaires de Paris, Caen, Liège, Varsovie, Maastricht ou encore Tampere en Finlande.

Le vrai danger, l'exode des jeunes cerveaux

A l'Université de Fribourg, elle n'est pas la seule à avoir décroché une bourse ERC. Le professeur Ulrich Steiner a lui aussi obtenu 2,5 millions d'euros pour piloter une étude fondamentale de cinq ans sur la couleur struc-

tuelle chez les insectes et les plantes, une recherche utile pour les dispositifs de sécurité sur les billets de banque, les emballages ou les étiquettes. Quant à sa collègue Barbara Rothen-Rutishauser, elle participe en tant que cheffe de sous-projet à ULTRHAS, qui entend révéler les menaces pour la santé que représentent les nanoparticules provenant de différentes sources de transport. Eux aussi n'ont pas été sollicités pour aller s'établir ailleurs, mais tous deux craignent une fuite des cerveaux. «Ce sont davantage les jeunes talents qui sont d'abord concernés, plus que les professeurs établis qui disposent déjà de bons réseaux en Suisse comme à l'étranger», estime Barbara Rothen-Rutishauser. Ulrich Steiner acquiesce: «Comme on ne peut postuler pour ces bourses ERC qu'en dehors de la Suisse, les futures générations d'universitaires risquent de quitter le pays ou de ne pas y venir.» ■

Pour une réintégration de la Suisse et du Royaume-Uni dans Horizon Europe

CRISE S'estimant victime collatérale des contentieux politiques, le monde de la recherche exhorte les politiques à trouver une issue pour sortir de l'impasse. Une campagne est lancée pour «s'en tenir à la science»

FABIEN GOUBET
@fabiengoubet

L'Europe va-t-elle s'en «tenir à la science», et rien qu'à la science? C'est du moins le vœu formulé le 8 février à l'occasion du lancement de *Stick to Science*, campagne d'influence demandant aux dirigeants européens de laisser revenir la Suisse et le Royaume-Uni, persona non grata, dans le sillage d'Horizon Europe, ce vaste programme qui définit et finance à hauteur de 95,5 milliards d'euros la recherche et l'innovation dans l'Union européenne pour la période 2021 à 2027.

L'opération, fruit d'une alliance entre principalement les universités britanniques (Universities UK) et les écoles polytechniques fédérales suisses, a reçu le soutien de personnalités européennes de premier plan, plusieurs Prix Nobel dont Michel Mayor et Didier Queloz (physique, 2019) d'autres éminents scienti-

fiques (dont deux Médaille Fields), ainsi des responsables de haut niveau tels que le président-directeur général du CNRS français Antoine Petit, ou encore le président du Fonds national suisse (FNS), Matthias Egger.

Sièges inconfortables

Le Royaume-Uni et la Suisse occupent des sièges très inconfortables sur le plan scientifique européen. Un strapontin pour le Royaume-Uni, qui espère obtenir le statut «d'Etat associé» depuis le brexit fin 2020, mais dont l'entrée en vigueur traîne en longueur, au gré des contentieux de pays avec les Vingt-Sept.

Quant à la Suisse, c'est sur un siège éjectable qu'elle s'est assise en décidant au printemps dernier de cesser les négociations au sujet de l'accord-cadre, ce qui l'a rétrogradée au statut bien moins favorable d'Etat tiers non associé. Ceci l'empêche notamment de participer à certains programmes stratégiques ou prive ses professeurs de recevoir à titre individuel des ERC, les plus prestigieuses bourses européennes.

Sur le plan financier, des solutions de secours ont été trouvées pour alimenter les recherches de ces deux pays qui béné-

ficient habituellement des deniers européens. A Berne, une enveloppe de 6,15 milliards de francs sur sept ans, initialement prévue comme contribution à Horizon Europe, a rapidement été transférée pour financer les scientifiques concernés. Au Royaume-Uni le sous-secrétaire d'Etat parlementaire à la Science, à la Recherche et à l'Innovation George Freeman a annoncé lundi 7 janvier préparer une enveloppe de 6 milliards de livres sur trois ans – nom de code Plan B – censée assurer, en cas d'exclusion, la continuité du financement des recherches.

Un «emplâtre sur une jambe de bois»

Au-delà des questions financières, ce sont surtout les dégâts en termes d'attractivité qui inquiètent. De l'avis de nombreux scientifiques, assurer des euros sonnants et trébuchants «n'est qu'un emplâtre sur une jambe de bois car il est désormais plus difficile d'attirer des chercheurs», regrette un professeur. Et ceux qui sont présents sont dragués par des universités européennes qui leur proposent d'excellentes conditions de travail, la possibilité de diriger des projets parmi les meilleurs du monde tout

en recrutant comme bon leur semble les chercheurs les plus qualifiés.

Les deux pays risquent donc gros, au vu des montants en jeu et de l'aspect stratégique de certaines recherches. Outre Horizon Europe, la Suisse a par ricochet vu son statut régresser dans d'autres grandes initiatives européennes telles que le projet ITER, qui vise la construction d'un réacteur nucléaire à fusion expérimental dans le sud de la France, ainsi que du programme Euratom de

Les deux pays risquent gros, au vu des montants en jeu et des aspects stratégiques

recherche et de formation. «Depuis le 1er janvier 2021, les entreprises et institutions de recherche suisses ne peuvent participer à ces activités que si les compétences et services requis ne sont pas disponibles au sein des pays qui participent formellement à ITER», confirme

au Temps le secrétariat d'Etat à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation (SEFRI). «Il faut absolument que la Suisse regagne le programme Horizon Europe, Euratom et ITER comme membre à part entière» appuie dans un e-mail le président de l'EPFL Martin Vetterli.

Danser le tango

L'Europe pourrait elle-même y perdre, insiste le communiqué de *Stick to Science*: «L'Europe se prive des connaissances et ressources scientifiques des institutions du Royaume-Uni et de la Suisse», ajoutant ensuite: «Si ces pays participaient, [ils] injecteraient une somme supplémentaire estimée à 18 milliards d'euros au budget du programme Horizon Europe.»

Rien ne laisse présager que l'Europe fléchira, ni qu'une solution commune aux deux pays soit adoptée. Bien que la Suisse bénéficie clairement de cette alliance avec le Royaume-Uni, la situation ne lui est guère favorable, comme l'a rappelé le vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic en novembre dernier, fustigeant la position de la Confédération: «Il faut être deux pour danser le tango.» Ambiance. ■